

Juste Terre!

mensuel n° 208 | mars 2024

Carême de partage en solidarité avec la RD Congo



Édito

© Jean-François Lauwens
chargé de communication



Le cri de leur terre est celui des Congolais et des Congolaises

En choisissant de mener campagne en commun avec la Commission Justice & Paix autour de l'extractivisme minier en RD Congo, nous avons fait le pari de la nuance pour questionner la situation et en analyser les conséquences. Comme Belges, portons-nous une responsabilité dans l'appauvrissement écologique, social, économique du Congo de 2024 ? Comme occidentaux, occidentales, sommes-nous complices du pillage des ressources du sous-sol congolais et de l'esclavage imposé à ce peuple par des compagnies chinoises et des groupes armés locaux ? Comme consommateurs, consommatrices, devons-nous remettre en cause notre mode de vie tourné vers l'industrie digitale et la transition verte et, si oui, notre sobriété réglerait-elle tout ? Autant de questions qui méritent une réponse autre que simpliste ou manichéenne.

Ce qui, en revanche, n'est pas en doute, c'est le constat : « *Après le colonialisme*

politique, un colonialisme économique tout aussi asservissant s'est déchaîné. Ce pays, largement pillé, ne parvient pas à profiter suffisamment de ses immenses ressources. Bas les pattes de l'Afrique ! Elle n'est pas une mine à dépouiller ni un terrain à piller. » C'est ce que lançait le pape François il y a un an juste, en visite en RDC. La « malédiction des ressources » n'est pas une imprécation d'un autre temps, c'est une réalité du nôtre, mais elle n'est ni figée ni immuable.

L'alternative existe. C'est la petite agriculture locale, familiale et souveraine pour manger à sa faim, gagner sa vie dans la dignité et le respect de l'environnement, échapper aux affres de l'exploitation et de l'exil. Et c'est la réponse de nos partenaires sur le terrain. Une réponse qui fait écho à la crise agricole que traverse l'Europe. La situation n'est pas la même certes mais les enjeux sont identiques : justice sociale, environnementale, climatique, souveraineté et qualité alimentaires...



L'agriculture est l'alternative à la malédiction des ressources.

© EBA



Derrière nos écrans, la terrible réalité de l'agriculture congolaise

⊕ *Jean-François Lauwens, chargé de communication*

Smartphones, ordinateurs, voitures électriques, panneaux solaires, éoliennes, batteries : la plupart des objets devenus indispensables à notre mode de vie connecté et soucieux à la fois de la transition comportent des minerais de la RD Congo. Pourtant, sa population n'en profite pas ! La petite agriculture familiale semble plus que jamais l'alternative à une exploitation dramatique de l'environnement et des habitant-es du Congo.

Connaissez-vous la « malédiction des ressources » ? C'est ce phénomène qui consiste à voir les pays les plus riches en ressources de la planète abriter les populations... les plus pauvres du monde. La RD Congo en est évidemment un exemple frappant : deuxième producteur mondial de cuivre et de cobalt (60% des réserves mondiales), notamment deux des minerais les plus utilisés par l'industrie mondiale, c'est aussi un des 5 pays les plus pauvres de la planète (60 millions de personnes, soit 60% de la population, y vivent avec moins de 2 euros par jour).

Comment l'expliquer ? Tout simplement parce que, au-delà de la corruption des élites locales, ces ressources sont détournées par la toute-puissante industrie chinoise qui

impose aux populations locales des conditions de travail dans les mines qu'il est justifié de cataloguer d'esclavagisme ou de néo-colonialisme. Circonstance aggravante : ces minerais sont des « minerais du sang », à savoir qu'ils sont prélevés par des groupements armés qui terrorisent les populations locales souvent au profit de puissances étrangères (le Rwanda en tête). À cet impact terrible sur les droits humains, il convient d'ajouter le bilan environnemental dramatique de cet épuisement intensif de ressources non renouvelables.

Si la Chine est la destination de ces ressources, le consommateur occidental, la consommatrice occidentale que nous sommes tous et toutes comptent parmi les principaux et principales destinataires des produits

résultant de la transformation de ces minerais. Rien ne semble actuellement vouloir freiner notre consommation, et sûrement pas l'obsolescence programmée.

Mais notre sobriété à nous, malgré ses vertus pour la planète, ne changerait pas du jour au lendemain le quotidien des Congolais et des Congolaises exploités-es dans ces mines dangereuses. En revanche, il est une alternative qui permet à ces communautés rurales de manger à leur faim, de générer des revenus et de ne pas devoir subir la loi de la mine : c'est l'agriculture familiale et biologique que développent les partenaires locaux d'Entraide et Fraternité. Ce n'est pas une alternative, c'est la meilleure alternative à la misère et à l'exil.

**L'impact de nos écrans,
on y regarde de plus près ?**



**Soutenons l'agriculture familiale en RD Congo
face à l'extractivisme minier**

CARÊME DE PARTAGE
careme.entraide.be

BE68 0000 0000 3434
Collectes les w-e des 9-10 et 23-24 mars 2024





Le CAB reboise pour garantir la sécurité alimentaire

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication

La déforestation massive s'observe partout au Sud-Kivu où les vastes collines sont de plus en plus nues. Or, le déboisement intensif constitue un véritable danger pour la sécurité alimentaire des communautés rurales. Reboiser est donc un enjeu majeur.

Le Comité pour l'autopromotion à la base (CAB) est un partenaire d'Entraide et Fraternité depuis trois décennies. Le CAB soutient 120 organisations paysannes actives à la fois dans le domaine agricole, l'élevage, l'eau potable, l'environnement, la microfinance et l'économie solidaire. L'action du CAB touche près de 55.000 ménages, soit plus de 400.000 habitant-es.

Depuis quelques années, le CAB a fait du reboisement un chantier prioritaire. Avec le déboisement, les champs sont moins protégés face aux fortes pluies, aux vents violents ou encore aux périodes de sécheresse qui ne cessent de s'accroître en raison du dérèglement climatique. « *Notre production a chuté. Les pluies et les vents détruisent de plus en plus facilement nos cultures*

depuis que les boisements ont disparu. Sans les arbres, nous ne pouvons pas manger à notre faim », relate un paysan, Zihahirwa Mukundu Ildephonse.

Le CAB accompagne 2000 familles paysannes, membres de six coopératives agricoles, à reboiser 500 hectares de terrain. Une cinquantaine de pépinières ont été installées, qui produisent des milliers de plantules qui sont ensuite replantées par les communautés (un demi-million l'ont déjà été). Les paysans et paysannes ont planté des arbres fruitiers (orangers, mandariniers, papayers,



Reboiser est un enjeu central pour les communautés locales à la merci du dérèglement climatique suite à la déforestation.

manguiers, etc.) et des arbres mellifères dans les champs ainsi qu'à la lisière des parcelles. Les essences forestières ont été utilisées pour reboiser les collines non adaptées à l'agriculture.

Si planter des arbres permet de protéger les champs des phénomènes climatiques, le type d'arbres choisi permet de générer d'autres opportunités. Les arbres fruitiers permettent aux paysans et paysannes de développer des activités génératrices de revenus à partir des fruits récoltés. Le CAB accompagne dans ce cadre les communautés paysannes dans la transformation des fruits en jus (ananas, maracuja, mangue, etc.) ou en confitures. Il les appuie également dans la création de circuits courts de vente. Les arbres mellifères permettent, quant à eux, de développer l'apiculture, secteur qui fait face à de grandes difficultés dans la région.

L'agriculture pour éviter les mines

« Dans le passé, il y avait beaucoup de plantations ici dans la région, détenues par des Blancs. Les plantations ont été abandonnées, puis rachetées par de nouveaux acquéreurs qui ne cherchent pas de main-d'œuvre et la seule solution a été d'aller dans les carrés miniers. Ils détruisent la terre qu'ils exploitent, mais il n'y pas de travail pour la population. J'ai quitté la maison en croyant que j'allais faire fortune en cherchant de l'or. Pendant 19 ans, je suis resté dans le carré. Ma femme était devenue le papa et la maman des enfants et moi, loin de la maison, je changeais de femme chaque nuit. Je suis rentré, sans argent, sans rien, j'ai demandé pardon à ma femme. Puis, j'ai rencontré quelqu'un du CAB. Nous avons discuté de la vie dans les carrés, puis des pratiques agricoles et du travail de la terre, et j'ai commencé à cultiver le riz. Avec la production de riz, j'ai pu gagner un peu d'argent et j'ai acheté des planches, car nous n'avions plus de maison. Grâce à la récolte et la vente du riz, j'ai pu construire maintenant une maison. La culture du riz est très intéressante, même s'il est difficile de trouver du fumier. Si nous pouvions avoir un petit élevage, nous pourrions avoir du fumier et produire encore mieux. »

Dieudonné, agriculteur, membre du CAB



Le CAB accompagne six coopératives agricoles.



Pour l'APEF, l'émancipation passe par l'alphabétisation

⊕ *Jean-François Lauwens, chargé de communication*

Depuis 1996 et la première guerre du Congo, l'APEF (Association pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin) accompagne les femmes, le plus souvent en situation de vulnérabilité, pour en faire les promotrices d'une économie solidaire qui accélère le développement de la société. Ses formations portent autant sur les techniques agricoles que sur les violences de genre ou l'alphabétisation.

Dans le cadre du programme APTEs (l'agroécologie, pilier de la transition écologique et sociale) porté sur les fonds baptismaux par Entraide et Fraternité, l'APEF multiplie les formations en techniques agricoles destinées aux hommes et aux femmes : fabrication du compost, de produits phytosanitaires naturels, prévention des effets du dérèglement climatique, utilisation des outils numériques visant à améliorer la productivité, la qualité, la durabilité de la production, etc.

La question du genre est évidemment centrale et est abordée par le biais de la sensibilisation des hommes comme des femmes, de la promotion de l'éducation des filles et des femmes, et de la lutte contre les violences faites aux femmes. Mais le cœur du travail de l'APEF, c'est qu'en créant et en soutenant des réseaux de dirigeantes, d'innovatrices et d'entrepreneures, plus de femmes lancent et développent des petites entreprises, favorisant ainsi l'expansion de l'économie locale et l'épanouissement des communautés. L'entrepreneuriat féminin est un levier puissant pour l'autonomisation des femmes, la réduction



L'APEF accompagne les femmes en situation de vulnérabilité...



... pour en faire les promotrices d'une économie solidaire.



des inégalités, la création d'emplois et la croissance inclusive.

Fin décembre, à Bukavu, l'APEF a célébré la certification de ses apprenantes : 40 femmes diplômées en coupe-couture et 13 en alphabétisation. Le faible niveau d'alphabétisation des femmes paysannes dans les communautés rurales du Sud-Kivu freine, en effet, considérablement leur émancipation sociale et économique. Celles-ci peinent à obtenir des postes à responsabilité dans les coopératives agricoles ou bien elles ne parviennent pas à maîtriser les outils de gestion indispensables pour lancer et gérer des activités génératrices de revenus. Face à ce constat, l'APEF a mis en place des cercles d'alphabétisation qui portent leurs fruits : il s'agissait, cette année, de la cinquième promotion de femmes formées en ce sens.

Augmenter les récoltes pour générer des revenus

« Quelqu'un de l'APEF est venu proposer à ma mère de rejoindre la coopérative : elle a accepté parce qu'elle cultive le maïs et le manioc. Elle m'a sensibilisée et convaincue de m'investir, moi aussi, dans l'agriculture familiale car l'activité agricole est l'activité la plus importante. Je fais partie depuis deux ans de l'organisation paysanne des jeunes. J'ai voulu rejoindre les autres filles qui cultivent en groupe, cela m'a motivée. Cette idée de vie en groupe, être en groupe est important pour moi. Deuxième chose : cela permet d'obtenir des récoltes qui nous font gagner un peu d'argent. Je veux faire mieux que mes parents : je veux soutenir ma famille à avoir plus de revenus, je fais ça pour compléter les revenus de ma famille. Je voulais avoir une activité génératrice de revenus pour subvenir à mes besoins pour faire du commerce, par exemple. Je voudrais monter un petit kiosque pour vendre des articles divers. Ma maman est très fière de moi quand elle me voit me consacrer à l'agriculture. Nous sommes très optimistes car l'activité agricole et le petit commerce sont de bonnes activités. »

Agnès et sa mère Bernadette,
paysannes, membres de l'APEF





Change, du carré minier au champ école

⊕ *Jean-François Lauwens, chargé de communication*

Change est le dernier venu dans la famille des partenaires d'Entraide et Fraternité dans la région des Grands Lacs. Depuis 5 ans, Change accompagne les femmes qui veulent quitter les mines et leur propose de se former aux techniques agricoles.

Cœur humanitaire en action novatrice pour la régénération effective (Change) est une jeune association créée en 2019, très active sur les questions d'accès et de gestion durable des ressources naturelles dans la province du Sud-Kivu. Constituée par des défenseurs et défenseuses des droits humains et des personnes issues de familles paysannes, elle met la participation des paysans et paysannes au centre de ses projets.

Change est active dans de nombreux domaines : santé, agriculture, secteur minier, plaidoyer, genre, droits humains.

Ses membres soutiennent, accompagnent, forment, sensibilisent de nombreuses personnes et communautés dans les environs de Bukavu.

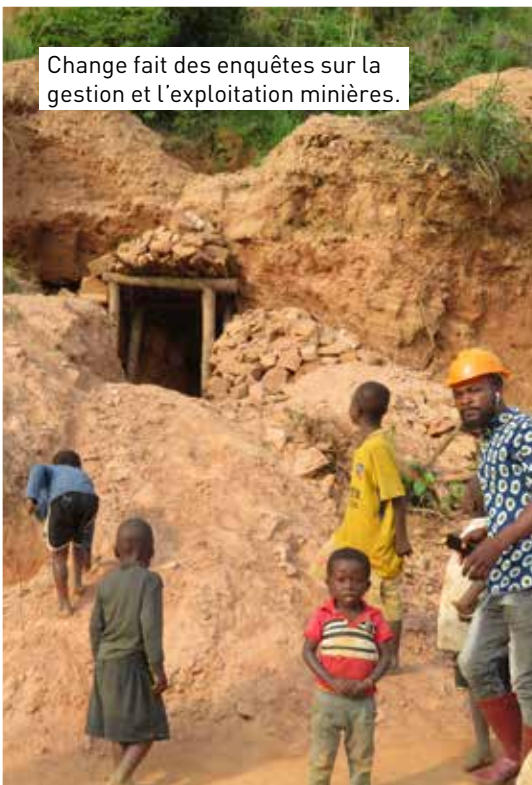
Change sensibilise des mineurs et des mineuses (en particulier celles-ci) afin de les inciter à quitter le carré minier et à revenir vers l'agriculture. Une cinquantaine de femmes issues des mines se sont formées aux pratiques agroécologiques pour développer leur propre production et avoir de quoi se nourrir et, à terme, de quoi vendre une partie de leur production.

« Actuellement, nous travaillons avec 50 femmes qui sont sorties des mines, dont des mères d'enfants qui travaillaient dans les mines. Nous avons procédé à des sensibilisations dans les mines, puis, pour celles qui ont accepté, nous avons créé un champ école », explique Sylvain-Dominique Akilimali, fondateur de Change (lire son interview page 10). « Ce sont deux surfaces de 1 ha chacune : pour apprendre les techniques agricoles, nous y avons planté du manioc. C'est un choix des bénéficiaires car le manioc est notre aliment de base mais il est de moins en moins produit et de plus en plus remplacé par le maïs fourni par les pays voisins. Les gens ont donc changé d'habitude sans préférer le maïs pour autant. Nous avons aussi installé un site agroécologique pour la promotion des intrants naturels et nous organisons des pépinières dont



L'apprentissage des techniques agricoles permet d'échapper aux conditions de travail déplorables des mines.

Change fait des enquêtes sur la gestion et l'exploitation minières.



nous distribuons les plants à la communauté, des plantes disparues, par exemple. »

Et puis, il y a un gros travail de plaidoyer : « *Au niveau local, pour appuyer notre plaidoyer sur les questions d'accès à la terre et de gestion durable des ressources naturelles, nous avons des animateurs sur le terrain qui font des enquêtes et du monitoring de la gestion et de l'exploitation minières. Nous en tirons des publications de dénonciation et de plaidoyer. Nous organisons des concertations avec les associations de la société civile, les autorités et les exploitants et surveillons ensuite les engagements que ceux-ci prennent vis-à-vis de la population. Au niveau provincial, nous avons mis en place un plaidoyer pour le développement et la réglementation du secteur agricole et de l'agroécologie. Quand les autorités locales signent les arrêtés que nous proposons, cela constitue une victoire pour nous !* »

Revenir à la terre grâce à l'agroécologie

« Change m'a appris des nouvelles techniques de production agricole, et je vois une différence au niveau des récoltes. Par rapport à la culture sur brulis que je pratiquais avant ainsi que par rapport au travail dans la mine, j'obtiens facilement des légumes. Depuis que j'ai quitté le carré minier, nous ne manquons plus de nourriture à la maison, je produis moi-même mes légumes, et je peux même vendre un peu de surplus sur les marchés pour acheter de la farine de manioc. J'ai planté aussi du manioc mais il n'a pas encore donné, car cela fait seulement deux mois que je l'ai semé. À la mine, je gagnais de l'argent mais je ne pouvais acheter qu'une petite quantité de nourriture, insuffisante pour les besoins de la maison. Je vends facilement mes légumes. Nous n'avons pas du tout l'accès à la terre, nous ne sommes que des métayers. Ce qui pourrait nous aider, ce serait de pouvoir acquérir une petite terre. Je suis veuve, j'ai 7 enfants et 4 petits-enfants. Tous mes enfants étaient aussi dans l'activité minière, mais grâce à la formation donnée par Change, ils l'ont abandonnée pour faire de l'agriculture. Je transmets ce que j'ai appris à mes voisines qui n'ont pas suivi cette formation sur l'agroécologie. Elles espèrent pouvoir, elles aussi, participer bientôt à une formation donnée par Change. »

Espérance, agricultrice, membre de Change





« La mine n'est pas un avenir, c'est l'agriculture qui nous nourrit »

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication

Le défi le plus complexe : convaincre les femmes et les enfants travaillant dans les mines de se tourner vers les champs qui n'offrent pas de rentrées financières immédiates. Sylvain-Dominique Akilimali, fondateur et coordinateur de Change, l'explique.

Comment en êtes-vous arrivé à créer Change (lire page 8) ?

Sylvain-Dominique Akilimali : Je suis le fils d'un paysan qui était commis pour une société minière, la Sominki (Société minière et industrielle du Kivu), et j'ai vécu la guerre (ndlr : depuis 1996) dans la province du Sud-Kivu. Ce vécu personnel m'a amené à la conclusion qu'il fallait agir en faveur des droits de ces personnes sans voix que sont les paysans et les paysannes. Les gens qui vivent dans les zones rurales sont sans ressources, leur sécurité

alimentaire n'est pas assurée. Ils et elles ne connaissent pas leurs droits, il faut leur apprendre à défendre leurs intérêts dans un pays dont la gouvernance laisse plus qu'à désirer. Tout le monde veut travailler dans les mines mais c'est l'agriculture qui nous nourrit.

Comment expliquer ce paradoxe ?

S.-D. A. : Il y a dans la province du Sud-Kivu de très nombreuses exploitations minières. La population agricole s'est petit à petit tournée vers les sites miniers depuis que le code minier a libéralisé l'industrie et légalisé l'exploitation artisanale. Ayant goûté aux rentrées financières générées par l'or ou la cassitérite (étain), ces gens ont déserté l'agriculture pour des raisons matérielles. Fin 2023, plus du quart de la population vivait sous le seuil de la sécurité alimentaire. La mine, c'est le règne du désordre et du chaos. Pourtant, quand on propose à ces gens de revenir vers l'agriculture, qui est le vrai poumon économique dans une région à la terre très fertile, ils et

elles nous disent : « *Le problème, c'est que l'agriculture ne paie pas rapidement, il faut attendre 3, 4, 6 mois pour récolter le fruit de notre travail.* » Dans les mines, qu'elles soient industrielles ou que l'on travaille dans les dangereuses mines artisanales, on peut espérer une petite rentrée journalière. Ce sont des travaux insalubres où l'on subit des violences mais le fait d'y obtenir rapidement de l'argent de manière régulière attire malgré tout. Il faut aussi prendre en considération le fait que l'accès à la terre est très restreint : il y a de grandes concessions occupant de vastes étendues et des sociétés minières s'accaparent et détruisent des dizaines de milliers d'hectares



Sylvain-Dominique Akilimali



de champs, d'étangs et de rivières à des fins d'exploitation. Résultat : les gens qui y travaillaient n'ont plus d'autre choix que d'aller vers les mines.

Parvenez-vous à les convaincre de changer de vision ?

S.-D. A. : Actuellement, nous travaillons avec 50 femmes qui sont sorties des mines, dont des mères d'enfants qui travaillaient dans les mines. C'est un projet mené avec l'appui d'Entraide et Fraternité. On a conscientisé ces femmes à tout ce qui ne va pas : maladies, violences, non-durabilité... L'objectif, c'est de les amener à comprendre que l'avenir réside dans l'agriculture. On gagne peut-être plus d'argent dans les mines mais on en dépense plus pour manger. Les mines ne contribuent pas au développement local. Dans les zones minières, les aliments coûtent très cher car il n'y a pas la moindre route. Il est

nécessaire de revenir à l'agriculture et d'avoir de la patience, d'attendre les 3 à 6 mois nécessaires pour récolter les fruits de son travail. Ces femmes ont accepté de faire ce chemin mais il faut avouer que ce n'est pas facile. Elles font d'ailleurs face à des difficultés dans la communauté parce qu'elles n'ont pas de revenus en attendant la récolte. On les sensibilise pour cela à l'épargne, aux crédits, aux autres activités génératrices de revenus, à l'entrepreneuriat. Petit à petit, les résultats convainquent les autres femmes que c'est une bonne formule.

Pouvez-vous nous décrire ce chaos, ce véritable enfer des mines ?

S.-D. A. : L'arrivée des entreprises chinoises a clairement aggravé la situation. Il n'y a pas de contrôle du respect du code minier, on

exploite sans permis, c'est la corruption qui règne. La plupart du temps, les sociétés chinoises n'ont pas d'autorisation à produire. Parfois, elles sont chassées mais reviennent avec la complicité des autorités locales. On fait travailler les femmes et même des enfants de 5 ans qui subissent aussi des violences sexuelles, physiques et psychologiques. Les groupes armés, souvent des Mai-Mai ou des Congolais d'expression rwandaise, protègent contre rétribution les exploitations minières. La prostitution est omniprésente.

Qu'attendez-vous des autorités européennes ou belges ?

S.-D. A. : Un renforcement des mesures de vigilance de la chaîne d'approvisionnement. Cela peut aussi responsabiliser les sociétés minières ici. Et puis, un appui à l'agroécologie car le gouvernement congolais ne consacre pas de moyens à l'agriculture.



On fait travailler les femmes et même des enfants de 5 ans qui subissent aussi des violences sexuelles, physiques et psychologiques.



« Nous aidons à la fois les femmes qui veulent quitter la mine et celles qui veulent y rester »

⊕ *Jean-François Lauwens, chargé de communication*

Sœur Espérance Musimwa est religieuse de la congrégation diocésaine Filles de Marie Reine des Apôtres de Bukavu depuis 19 ans. Elle est avocate au barreau du Sud-Kivu et travaille comme chargée du Département Bonne gouvernance à la Commission Justice & Paix de Bukavu. Elle est aussi membre de l'Observatoire des ressources naturelles.

En 2019, 11.11.11, l'homologue flamand du CNCND-11.11.11, vous a désignée parmi les principales actrices de changement en RD Congo. Pourquoi?

Sœur Espérance : C'est le résultat d'un travail que nous avons mené cette année-là sur l'impact des réinstallations des communautés locales en raison des activités de la société canadienne Twanginza Mining (Banro), devenue chinoise entre-temps. Les communautés ont été délocalisées de force dans une autre chefferie du Sud-Kivu. En lisant les rapports, je me suis rendu compte que le déplacement de ces communautés hors de leur milieu naturel avait provoqué de nombreux problèmes pour ces plus de 200 familles, soit pas loin de 2000 personnes. Le site de relocalisation était très isolé, loin de tout marché ou toute école, n'offrait que de mauvaises terres, de mauvaises conditions de vie et climatiques. Les logements étaient totalement inadéquats, beaucoup trop petits

(deux petites chambres pour une famille avec 10 enfants !), insalubres et en matériaux inadaptés au climat. Le béton s'effritait et l'humidité était partout. Pour se faire soigner, ces gens devaient retourner de là où ils avaient été chassés : certains mouraient de faim. De plus, aucune terre agricole ne leur avait été donnée. Nous avons réuni la communauté et les autorités : la chefferie a accepté de donner des terres. Le reste n'a pas été entendu à cette heure mais nous continuons le travail : malheureusement, avec les entreprises chinoises, c'est encore plus difficile de négocier. Ce genre de cas est notre quotidien.

Vous accompagnez spécifiquement les femmes qui travaillent dans les mines. Quelle est leur réalité?

Sr E. : Les femmes constituent une importante main-d'œuvre dans les mines. Les chiffres



Sœur Espérance

sont variables mais cela peut représenter jusqu'à 40-50% en certains endroits. Elles travaillent autant que les hommes mais leurs droits sont encore moins respectés et leurs rentrées financières encore plus faibles que celles des hommes en raison de coutumes rétrogrades. C'est surtout dans les mines artisanales qu'on les trouve ainsi que leurs enfants. Elles sont utilisées pour transporter et piler les minerais, c'est ce qu'on appelle les « femmes twangeuses » (« concasseuses »). Les hommes creusent et extraient les minerais et les femmes les lavent, les pilent, les portent, ce qui est plus lourd finalement que le travail des hommes. Elles sont payées de manière forfaitaire, elles ne participent pas aux prises de décision ou au leadership. Ensuite, on voit des



« Pour permettre aux femmes de travailler dans l'agriculture, nous achetons des champs communautaires. »

femmes enceintes ou des femmes allaitantes qui travaillent dans ces mines : cela les expose à des maladies dangereuses car elles ne portent pas les protections nécessaires et il n'y a pas d'hôpital à proximité. Il faut aussi parler des violences sexuelles. Les femmes, parfois mineures, sont violées par les hommes avec qui elles travaillent ou qui les surveillent, quand elles ne sont pas contraintes à la prostitution par manque de moyens financiers. C'est pourquoi nous devons encourager l'épargne, le crédit, les activités génératrices de revenus (AGR). D'autant que les revenus des ménages sont très majoritairement soutenus par les femmes.

C'est donc là que vous intervenez ?

Sr E. : Nous intervenons tout à la fois auprès des femmes qui

veulent quitter les mines et de celles qui souhaitent continuer à y travailler. Certaines veulent devenir elles-mêmes propriétaires de leur puits et se constituer en coopérative au même titre que les hommes. Celles-là, nous les équipons de kits de protection et nous les formons à se protéger physiquement et hygiéniquement, nous les sensibilisons à leurs droits (autorisations, taxes...). Nous voulons aussi renforcer la présence sécuritaire dans les mines pour empêcher la venue de groupes armés violents. 60% des femmes préfèrent plutôt sortir de la mine pour développer des revenus agricoles ou d'autres AGR par le biais de métiers comme la coupe-couture ou la broderie. Pour permettre aux femmes de travailler dans l'agriculture, nous achetons des champs communautaires ou des animaux d'élevage : elles créent

une coopérative et peuvent vendre et se partager le fruit de leurs récoltes.. Cela permet aux femmes de scolariser leurs enfants et même de reconstituer des familles déchirées par les mines.

Les femmes sont très souvent victimes de violences sexuelles dans les mines.

Sr E. : Nous fournissons un appui aux « survivantes » de violences sexuelles. Dans les mines, je l'ai dit, nombre de femmes ont été violées et ont besoin d'être écoutées, prises en considération, accompagnées psychologiquement et socialement. Nous avons des bureaux d'écoute dans chaque paroisse du diocèse où des assistantes sociales les orientent selon les cas. Certains doivent subir des interventions chirurgicales, d'autres ont besoin d'aide économique.



La concurrence inéquitable entre mines et champs

⊕ *Jean-François Lauwens, chargé de communication*

Pour préparer cette campagne de Carême, les équipes d'Entraide et Fraternité et de la Commission Justice & Paix (CJP) ont entrepris un voyage au Sud-Kivu, guidées par les partenaires respectifs des deux associations sur le terrain. L'idée : allier les expertises des deux associations et celles des partenaires dans les domaines de l'exploitation des ressources et de la promotion de l'agriculture paysanne. Afin de montrer le lien objectif existant entre, d'une part, les mines, et, d'autre part, l'agriculture.

Le résultat de ce travail, c'est l'étude *Le cri de la terre au Sud-Kivu*, réalisée par Laure Didier, responsable pédagogique à la CJP. « Le secteur minier industriel, le secteur minier artisanal et l'agriculture sont tous trois essentiels à la survie des Congolaises et des Congolais mais sont imbriqués dans un système complexe qui va bien au-delà des questions extractives et agricoles », écrit-elle. Guerres, corruption, prédation par des sociétés étrangères rythment une réalité où se croisent seigneurs locaux, enfants soldats et des millions de personnes réfugiées.

Quand ils ou elles ne sont pas forcés de descendre dans la mine, les Congolais et les Congolaises préfèrent trop souvent les quelques dollars obtenus journalièrement dans ces conditions désastreuses au travail des champs qui nécessite d'attendre les récoltes. Pour Laure Didier, l'activité agricole a malheureusement été mise en concurrence foncière avec le secteur minier et est délaissée

par l'État. C'est un des grands paradoxes de la région : « d'une part, un sol qui a un potentiel très fertile grâce à un climat humide et chaud et, d'autre part, une population nombreuse et rurale victime d'insécurité alimentaire sévère à modérée. »

Si la pression foncière de l'activité minière (avec son cortège d'atteintes à l'environnement et à la dignité des travailleurs et des travailleuses) est un frein pour l'agriculture, il n'est pas le seul : citons la dégradation des terres (voire la destruction complète de zones qui étaient exploitées) et l'appauvrissement des sols ainsi que le manque de soutien des autorités à l'agriculture (peu de formations, peu d'outils, pas de crédits agricoles, peu de place faite aux femmes et à l'entrepreneuriat...). C'est bien la raison pour laquelle ces leviers (la formation aux techniques agroécologiques, l'aide à l'entrepreneuriat et aux activités génératrices de revenus, la promotion des femmes) représentent les priorités sur le



terrain des partenaires que soutient Entraide et Fraternité.

À LIRE

Étude de Justice & Paix, *Le cri de la terre au Sud-Kivu. L'extractivisme minier en RD Congo : entre espoir et exploitation* : www.justicepaix.be

CINÉ-RENCONTRE

Autour du film documentaire **Cobalt, l'envers du rêve électrique** (Q. Noirfalisce et A. Zajtman), en présence de Q. Noirfalisce et des partenaires en visite d'Entraide et Fraternité.

Judi 21 mars 2024 - 19h30

Centre Bruegel
rue des Renards, 1F
1000 Bruxelles (Marolles)
Entrée gratuite
Réservation : entraide.be/?p=21099



Les paysans et paysannes sans terre brésiliens continuent la lutte !

© Jean-François Lauwens, chargé de communication

Voici un an, c'est le Brésil qui était au cœur de la campagne de Carême 2023. Un an après l'arrivée de Lula au pouvoir, la pression sur les paysans et paysannes sans terre ne s'est pas démentie pour autant. Nos partenaires poursuivent leur travail de fond mais les menaces existentielles restent intactes.

Voici quelques jours à peine, début février, de nouvelles attaques ont été menées par des grands propriétaires et les autorités de l'État de Goiás, où sont actifs nos partenaires, contre des familles vivant dans des campements. On sait que ces agriculteurs et agricultrices sans terre occupent ces terres (inoccupées ou exploitées de



L'acampamento Balduino a encore été menacé cette année.

manière illégale) dans l'attente de leur attribution dans le cadre de la réforme agraire. 2023 se marque même par une

augmentation de la violence foncière en zones rurales. Les comptages de conflits que mènent la Commission pastorale de la terre (CPT) indiquent qu'à la mi-2023, on comptait plus d'incidents déjà que pour toute l'année 2022.

Pour autant, nos partenaires sur place, la CPT de l'État de Goiás et la coalition Agro é Fogo, n'ont pas ménagé leurs efforts. Grâce à votre soutien notamment. Ainsi les centaines de lettres adressées aux partenaires d'Entraide et Fraternité pour les soutenir dans leur dénonciation de la construction sauvage d'un barrage dans la région ont-elles poussé l'ambassadeur



L'ambassade de Belgique a rendu visite à la CPT-Goiás suite aux centaines de lettres dénonçant la construction d'un barrage.



Saulo Reis (CPT-Goiás), Maria Momeira (MST) et Barbara Dias (Agro é fogo) ont dénoncé les violences et la souffrance que subissent leurs communautés.

de Belgique, Peter Claes, et son conseiller, François Moureau, à se rendre à Goiânia, pour rencontrer la CPT-Goiás en présence de Dom Eugène Rixen, ancien évêque belge de Goiás.

Malgré la violence et la souffrance, aucune famille n'a été expulsée, aucune vie n'a été enlevée, et quelques signes d'espoir commencent à apparaître, comme la possible conquête de l'*acampamento* Dom Tomas Balduino dans le cadre de la stratégie du gouvernement fédéral visant à réduire la violence dans les campagnes.

Parmi les réussites 2023 de la CPT grâce à votre générosité voici 12 mois, citons : **le soutien juridique à 6 communautés**, comprenant quelque 350 familles, la mise en œuvre de travaux d'entretien pour **le sauvetage et la préservation de 12 sources d'eau**, l'organisation de **la récolte de 12 cultures communautaires**, bénéficiant directement et indirectement

à environ 400 familles dans diverses zones de conflit (production de 12.000 kg d'aliments sains).

Du côté de la coalition Agro é Fogo, qui recense les incendies criminels visant à la fois la déforestation et l'atteinte aux droits des communautés rurales et indigènes, vu que les statistiques ne montrent pas à ce stade d'amélioration, les membres de la coalition ont pris **des initiatives pédagogiques envers ces communautés**. Un partenariat avec les Brigades fédérales a permis de former une quinzaine de peuples de l'Amazonie, du Cerrado et du Pantanal, à la gestion intégrée des incendies, combinant connaissances techniques et populaires pour la protection et l'autogestion des territoires. Le tout dans un contexte de soutien aux campagnes et à la visibilité des productions de résistance des peuples traditionnels et des communautés du Cerrado, de l'Amazonie et du Pantanal.



ENTRAIDE &
FRATERNITE
ACTION
VIVRE ENSEMBLE

Juste Terre! mensuel
de l'ASBL Entraide et Fraternité et
de l'ASBL Action Vivre Ensemble
(ne paraît pas en juillet et en août)

Siège

rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80
info@entraide.be
info@vivre-ensemble.be
www.entraide.be
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous



Dans un souci d'équité, le magazine s'efforce de privilégier l'écriture inclusive.

Conception - coordination

C. Houssiau, J.-F. Lauwens,
V. Martin, Q. Minsier

Éditrice responsable

A. Fischer

Studio et imprimerie

Snel à Vottem, Belgique



Crédits photos

Entraide et Fraternité
Action Vivre Ensemble
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées durablement.



Avec le soutien de



Les deux ASBL sont habilitées à recevoir des legs par testament.